

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Cession d'une emprise au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle HK 476 - rue de Valençay - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une emprise à extraire de la propriété de la Ville de Montpellier, située rue de Valençay, issue de la parcelle HK 211 occupée par les services de l'Etat, afin de permettre un acte d'échange final, régularisant les différentes occupations foncières.

Il s'agit d'une emprise de 229 m² en nature de domaine privé de la Ville, nouvellement cadastrée HK 476, vendue pour permettre son incorporation au domaine privé de la Métropole. Les services fiscaux ont évalué le bien pour un montant de 50 €/m² soit un total de 11 450 € (onze mille quatre-cent-cinquante euros) pour 229 m².

En outre, la Ville de Montpellier autorise Montpellier Méditerranée Métropole, les services de l'Etat ou tout tiers substitué à déposer une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise jusqu'à la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence, dans le cadre de l'échange foncier futur.

L'objet de ces cessions est de repositionner la clôture d'un des bâtiments propriétés de l'Etat allée Henri II de Montmorency, actuellement occupé par l'INSEE, en limite de propriété et d'améliorer la sécurité du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la vente, au profit de la Métropole, d'une emprise de 229 m² à extraire de la parcelle cadastrée section HK 211 (835 m²), soit la parcelle nouvellement cadastrée HK 476, en nature de domaine privé, afin de permettre un prochain échange foncier avec les services de l'Etat occupant, dans le cadre des régularisations foncières à réaliser sur le secteur, en cours entre les services de l'Etat et la Métropole ;
- D'accepter la cession au prix fixé par les services fiscaux de 50 €/m², soit un total de 11 450 € (onze mille quatre-cent-cinquante euros) pour 229 m² ;
- D'inscrire la recette au budget de la Ville de Montpellier ;
- De faire procéder à la rédaction de l'acte de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié, aux frais de la Métropole ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, les services de l'Etat ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise par anticipation sur la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation
- Nouveau découpage cadastral
- Avis SF 06 12 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178279-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.